LA VIE DES ASSEMBLÉES DANS L'ESPACE FRANCOPHONE

CONTRIBUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

CHAPITRE IX — LES COMMUNICATIONS INSTITUTIONNELLES

Ce chapitre est consacré aux communications institutionnelles de l'Assemblée nationale du Québec. Il présente l'approche de communication préconisée pour atteindre ses différents publics cibles, tout en mettant en relief les principales activités liées à la promotion et au rayonnement de l'institution. L'Assemblée s'est dotée en 2005 de son premier plan de communication. La conception de ce plan, une première pour l'organisation, a constitué l'aboutissement d'une démarche amorcée en juin 2004 avec la publication, par l'Assemblée nationale, d'un sondage démontrant que l'institution devait redoubler d'efforts pour mieux faire connaître son rôle à la population. Ce plan est mis à jour tous les trois ans depuis ce temps. Nombreux sont donc les outils et les moyens de communication déployés au cours des dernières années pour resserrer les liens entre l'Assemblée nationale et les citoyens du Québec. Les plateformes de communication évoluant de façon constante, l'Assemblée a dû, par conséquent, s'adapter, renouveler ses façons de faire et composer avec une réalité sans cesse changeante.

Le plan de communication traduit la volonté des parlementaires de favoriser, d'une part, une meilleure compréhension de la démocratie et du rôle des députés dans l'évolution de la société québécoise et, d'autre part, de rapprocher l'institution des citoyens. En ce sens, il prévoit une série d'activités, d'outils de communication et de projets ciblés pour atteindre ses objectifs.

Parce qu'il est clair qu'une démocratie est plus saine lorsque les citoyens connaissent leurs institutions, comprennent leur rôle et participent aux affaires publiques, toutes les activités de communication planifiées convergent vers les objectifs fondamentaux que s'est fixés l'Assemblée nationale, soit d'augmenter la proportion de citoyens et de jeunes familiers avec la mission de l'Assemblée, de faire connaître le travail des députés, de favoriser une participation accrue des citoyens aux travaux parlementaires et de joindre les citoyens dans leur environnement. Bref, l'Assemblée nationale fait « Place aux citoyens ». Telle est d'ailleurs la signature qui est au cœur de ses communications institutionnelles.

Pour faciliter la réalisation de ses objectifs de communication, l'Assemblée nationale peut compter sur quelques partenaires externes qui apportent une riche contribution par leur soutien et leurs activités récurrentes. Elle met également à contribution quelques-unes de ses unités administratives, dont la Direction des communications et des programmes éducatifs et la Direction de l'informatique, de la télédiffusion et des télécommunications.

Résolument engagée dans la voie de l'accessibilité, l'Assemblée nationale participe à la vitalité démocratique en ouvrant ses portes à des milliers de visiteurs ou en informant la population à l'aide d'outils de communication modernes. De plus, nombre de jeunes citoyens prennent intérêt chaque année à la pratique de la démocratie à l'occasion de simulations parlementaires et d'activités pédagogiques. C'est ainsi que l'Assemblée nationale participe activement et efficacement à la formation des citoyens de demain. Grâce à ses communications, l'Assemblée a ainsi redoublé d'effort pour mieux faire connaître sa mission. Sa présence hors des murs de l'hôtel du Parlement a été accrue ces dernières années. Dans cet esprit, l'Assemblée

nationale n'a pas tardé à prendre le virage technologique. Ainsi, par l'entremise de la télévision et d'Internet, les citoyens, où qu'ils se trouvent, ont la possibilité d'accéder à l'univers de leur Parlement. De même, l'Assemblée nationale, soucieuse de joindre les citoyens dans leur milieu, se positionne de façon progressive sur les sites de réseautage, ces nouvelles plateformes de communications incontournables qui remportent un succès fulgurant auprès de la population.

À titre de responsable des communications de l'institution, la Direction des communications et des programmes éducatifs de l'Assemblée joue un rôle central dans toute cette approche. Elle a pour mandat de favoriser le rayonnement de l'Assemblée nationale en faisant connaître son rôle démocratique auprès de la population. À ce titre, elle conseille les unités administratives de l'Assemblée nationale en matière de communications et de relations publiques et leur fournit les services appropriés en ce sens. Elle gère également le Service des relations publiques et du Web en plus de superviser le Service aux courriéristes parlementaires. Enfin, elle prépare et coordonne la réalisation de publications, d'expositions et d'événements de tous genres. C'est à l'aide de tous ces outils mis à profit que l'Assemblée assure une présence soutenue auprès de ses publics cibles.

SECTION 1 — LA TRIBUNE DE LA PRESSE : UNE INSTITUTION AU CŒUR DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Bien que des journalistes rendent compte des débats parlementaires depuis 1792 au Québec, c'est seulement en 1871 que la Tribune de la presse du Parlement de Québec a été reconnue par les autorités parlementaires, à l'initiative du premier président de l'Assemblée nationale M. Joseph-Goderic Blanchet. L'année 2011 a d'ailleurs marqué le 140^e anniversaire de cette organisation.

La Tribune de la presse est un organisme sans but lucratif dûment constitué. Elle est dirigée par un conseil qui sélectionne ses membres et recommande leur accréditation au président de l'Assemblée nationale. Ces personnes sont employées par les entreprises de presse et chargées de la recherche, de la production ou de la diffusion d'informations sur les activités de l'Assemblée nationale, du gouvernement et de ses organismes. L'accréditation leur donne droit à certains privilèges, dont une zone réservée dans la salle de l'Assemblée nationale, l'accès aux services de messagerie, aux services de documentation et aux édifices parlementaires.

Les membres de la Tribune sont parfois considérés comme « les yeux et les oreilles de la nation », en tant que prolongement de la presse au Parlement. Les Québécois comprennent que les médias jouent un rôle clé, assurant la transparence des institutions démocratiques et leur imputabilité. En fait, médias et Parlement sont deux institutions étroitement liées et indispensables l'une à l'autre. Les journalistes restent la courroie de transmission entre l'État, la classe politique et les citoyens. Aujourd'hui, ils sont plus de 50 représentants de divers médias du Québec et du Canada à couvrir sur place l'actualité parlementaire. Formée à l'origine de journalistes seulement, la Tribune est composée de chroniqueurs, de réalisateurs, de techniciens et de recherchistes. Au fil des ans, la Tribune de la presse a beaucoup évolué. Les méthodes de travail de ses membres se sont aussi transformées, parallèlement à l'essor des médias et des technologies de l'information.

Le nombre de journalistes et les exigences techniques croissant sans cesse, il a fallu adapter un espace de travail pour les accueillir. Le développement de la colline Parlementaire doit refléter la participation continue et vitale de la presse, tout en répondant aux besoins des députés dans leurs divers secteurs d'activités. Les médias ont essentiellement besoin de disposer de l'infrastructure de communication et de la souplesse nécessaires à leur travail. Les journalistes logent donc dans un des édifices de l'Assemblée nationale, adjacent à l'hôtel du Parlement, dans des locaux aménagés pour eux. Ainsi, les journalistes jouissent d'un accès rapproché, physique et électronique, ce qui facilite certes leur travail.

Parce que la Tribune de la presse constitue un outil essentiel en communication politique, l'Assemblée nationale a mis sur pied un Service aux courriéristes parlementaires. Cette unité est sous la responsabilité de la Direction des communications et offre aux membres de la Tribune des services de documentation, d'information, de recherche, de messagerie, de téléphonie et de liaison avec les divers groupes ou intervenants qui gravitent autour de l'institution (ailes parlementaires, élus, intervenants gouvernementaux ou de la société civile). De plus, elle assure la transmission des documents relatifs aux activités de l'Assemblée nationale, des ministères et de divers autres organismes (transcription de conférences de presse, documents déposés en Chambre ou en commission parlementaire, mémoires des commissions parlementaires, rapports annuels, pochettes de presse, etc.). Le service produit quotidiennement, à l'intention des médias, une feuille des activités prévues à l'Assemblée nationale (résumé des activités à l'Assemblée nationale, mais aussi des ailes parlementaires, des élus, du Conseil exécutif, des cabinets ministériels, des ministères et des organismes dont les activités sont en lien avec les travaux parlementaires).

Au fil des ans, l'Assemblée nationale a aussi mis en place une infrastructure de communication de plus en plus spécialisée pour soutenir et faciliter le travail des parlementaires et améliorer ses canaux d'information vers la population. Ainsi, un procès-verbal est publié chaque jour des travaux, accompagné du *Journal des débats*. Dans cet esprit, divers services de communication et de télédiffusion permettent aussi aux journalistes d'avoir accès à des documents audiovisuels sur les travaux parlementaires et, conséquemment, de bonifier l'information publique.

SECTION 2 — LE CANAL ET LE SITE INTERNET DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : DEUX OUTILS COMPLEMENTAIRES POUR LA VITALITE DEMOCRATIQUE

2.1 - Le site Internet : assnat.qc.ca

Parmi l'éventail de moyens de communication développés par l'Assemblée nationale, le site Internet assnat.qc.ca demeure un élément incontournable pour joindre et tenir informés tous les citoyens. En mars 2010, l'Assemblée nationale a mis en ligne un site Internet renouvelé. Convivial, le site se veut davantage le reflet de toute la vie qui anime l'Assemblée nationale, notamment grâce à son calendrier des activités. Avec plus de 68 000 pages d'information et environ 8 000 vidéos, le site constitue une source riche, unique et fiable d'information sur les travaux parlementaires. La mise en place d'une nouvelle zone d'actualités avec photos sur la page d'accueil assure une meilleure diffusion de l'information parlementaire dans un format dynamique et souple. Le carrousel d'images mis à jour régulièrement diffuse des manchettes sur

les activités qui ont lieu à l'Assemblée et sur la vie parlementaire et institutionnelle. Avec toutes ces ressources, le citoyen est branché en temps réel sur la vie du Parlement.

Le site *assnat.qc.ca* favorise aussi la participation en ligne des citoyens aux travaux parlementaires. Il leur permet notamment de commenter un sujet à l'étude par l'Assemblée ou par une commission parlementaire ou de transmettre un mémoire ou une demande d'intervention en commission. De plus, tout citoyen a la possibilité de signer une pétition en ligne.

Le site est aussi une référence sur l'histoire politique. De fait, l'internaute peut remonter dans le temps par la consultation d'une riche banque d'information : des notices biographiques des députés actuels et de tous les parlementaires depuis 1792, une chronologie depuis 1792, diverses données historiques sur le Parlement et le gouvernement, la reconstitution des débats d'avant 1963, certains datant même du début du siècle. En somme, le site Internet constitue une vraie mine d'or de renseignements sur l'histoire. L'Assemblée nationale s'est d'ailleurs engagée à enrichir continuellement son contenu, à mettre à jour le plus rapidement possible les données et plus précisément, à répondre dans les 24 heures ouvrables aux courriels envoyés au webmestre.

Avec son site Internet l'Assemblée nationale veut aussi joindre les jeunes, les étudiants et les enseignants. À ce chapitre, une nouvelle section *Espace éducation* est présentement en chantier. La population scolaire pourra, d'ici peu, profiter d'une zone de documentation vulgarisée et dynamique, soit de références sur la démocratie, le fonctionnement de l'Assemblée et les députés qui y siègent.

Les spécialistes du gouvernement du Québec ou du secteur privé constituent un groupe d'utilisateurs non négligeable. Qu'il soit juriste ou spécialiste des questions politiques ou de relations intergouvernementales, le visiteur qui s'intéresse aux travaux des commissions parlementaires et à ceux de l'Assemblée y trouvera son compte. Le site Internet de l'Assemblée offre une source d'information fiable et de qualité, notamment sur les projets de loi.

Internet est une des avenues privilégiées par la Direction des communications de l'Assemblée nationale pour faire la promotion et assurer le rayonnement de l'Assemblée nationale. Le site *assnat.qc.ca* joue d'ailleurs un rôle de complémentarité à la chaîne de télévision de l'Assemblée nationale. Ces deux modes de diffusion sont loin de s'exclure, bien au contraire. La programmation du Canal de l'Assemblée est versée intégralement dans le site Internet. Autant la chaîne de télédiffusion que le site Internet permettent de transmettre aux différents publics cibles de l'information de qualité et facilement accessible sur les travaux parlementaires.

2.2 - Le Canal de l'Assemblée nationale

En 2010-2011, plus de 8 760 heures de diffusion ont été réalisées, dont 4 736 heures d'activités parlementaires et de productions internes. L'Assemblée nationale dispose d'une chaîne de télévision, le Canal de l'Assemblée nationale, qui capte et transmet tous les débats de l'Assemblée et les travaux des commissions parlementaires. On a même élargi la diffusion aux conférences de presse et à certains événements spéciaux. La très grande majorité des câblodistributeurs offrent le Canal de l'Assemblée nationale. Selon une étude menée auprès des câblodistributeurs du Québec, 75 % des ménages québécois ont accès à la télédiffusion des

travaux de l'Assemblée nationale. Il s'agit d'un outil unique qui revêt une importance capitale puisqu'il favorise une plus grande accessibilité et une meilleure participation à la démocratie parlementaire québécoise. Il permet à la population d'en apprendre davantage sur les rouages de leur système parlementaire. La diffusion intégrale des travaux sans aucun éditorial assure aussi le droit à l'information.

Ces services sont utilisés tant par les parlementaires et leur personnel que par la population. C'est assurément un instrument efficace, largement apprécié par les utilisateurs, plus à même de suivre en direct ou en différé les délibérations de l'Assemblée. Bien qu'il reste beaucoup à faire, l'Assemblée nationale a enrichi sa programmation au cours des dernières années dans l'intérêt d'exploiter de façon optimale le Canal. On est très loin de ses débuts, en 1978. Depuis, les captations n'ont cessé de croître, les heures de diffusion ont été multipliées et la programmation a été diversifiée et améliorée. On s'est même doté d'un système d'enregistrement et de production audiovisuelle autonome, propre à l'Assemblée nationale. À ce propos, la Direction de la diffusion des débats a modernisé ses installations techniques en se dotant d'équipements à la fine pointe de la technologie. De plus, elle a pris le virage haute définition, ce qui lui a permis de poursuivre son objectif de développer le plein potentiel du Canal, comme cela était prévu dans le plan directeur. D'ailleurs, une équipe pluridisciplinaire gravite autour de cet outil exceptionnel.

Une des grandes réussites qui témoigne et s'inscrit dans la volonté dont est animée l'Assemblée nationale de rapprocher les citoyens de leur Parlement est la série *Mémoires de députés*. Entièrement réalisée par une équipe de l'Assemblée nationale, cette série, lancée en 2006, donne la parole à des anciens parlementaires québécois qui commentent des épisodes mémorables de leur carrière. Aussi, les téléspectateurs peuvent découvrir des aspects méconnus d'événements ou de débats ayant marqué la mémoire collective du Québec. À ce jour, 65 ex-députés ont partagé leur expérience parlementaire avec la population. Ainsi, 160 émissions ont été réalisées.

Cette série est un exemple concret de projets de diversification et de bonification de la programmation du Canal de l'Assemblée nationale. La poursuite du développement des services télévisuels a conduit, en outre, à la mise en ondes de capsules éducatives intitulées *À la découverte de l'Assemblée*. Plus de 50 capsules documentaires ont été réalisées jusqu'à présent. Elles traitent de certains aspects du fonctionnement de l'Assemblée nationale et du rôle et des responsabilités des députés de façon simple et concise. *À la découverte de l'Assemblée* poursuit un double objectif, soit, d'une part, de mettre en valeur le patrimoine de l'institution et, d'autre part, de faire connaître ses nombreux services et ressources. Tout comme la série *Mémoires de députés*, ces capsules sont diffusées par la chaîne de télévision et dans le site Internet de l'Assemblée nationale.

Depuis 2008, la Direction de la diffusion des débats a aussi intensifié la production et la diffusion de capsules promotionnelles sur les activités institutionnelles de l'Assemblée. L'une de ces productions intitulée *Vos députés* consiste en une présentation d'environ 2 minutes, où chaque parlementaire présente les caractéristiques de sa circonscription et expose ses motivations, son cheminement, les aspects de son travail, etc.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale a mis sur pied un portail intranet complet à l'intention de tous les employés des secteurs politique et administratif. Ce portail institutionnel est la porte d'accès à toutes les activités et nouvelles qui animent la colline Parlementaire. Il constitue une bibliothèque virtuelle dans laquelle peut être consulté l'ensemble de la documentation. En un clic rapide, il est donc possible d'avoir accès à la documentation administrative, parlementaire et gouvernementale. Un menu dressant toutes les activités parlementaires est également mis à la disposition des employés de l'Assemblée nationale et de la fonction publique.

Enfin, l'Assemblée nationale propose aux parlementaires, au personnel politique et administratif et aux journalistes *L'Argus*, un document électronique, aussi offert en version papier. Il regroupe l'ensemble des articles de journaux en lien avec les sujets politique, social et économique. Cette revue de presse est largement consultée et permet de trouver dans un même document tout ce qui s'écrit de près ou de loin sur la politique québécoise. Il n'est d'ailleurs pas inhabituel, sur la colline, de voir un député ou un journaliste y jeter un coup d'œil.

SECTION 3 — LES PUBLICATIONS INSTITUTIONNELLES : DES OUTILS DE REFERENCE

L'Assemblée nationale met aussi à la disposition des parlementaires, des médias, du réseau scolaire, des visiteurs qui fréquentent l'Assemblée, des ministères, des organismes et des citoyens qui en font la demande une série de publications institutionnelles. Accessible sur place, sur demande ou directement dans le site Internet. Ces publications abordent différentes thématiques en lien avec l'institution, son fonctionnement, son histoire et le travail des députés.

La devise du Québec étant « Je me souviens », l'Assemblée nationale a donc un devoir de mémoire envers les Québécois. Dans cet esprit, elle a publié deux ouvrages de prestige. Le premier, intitulé *L'hôtel du Parlement, mémoire du Québec*, a été réalisé par l'éditeur et photographe des Éditions Stromboli, M. Francesco Bellomo, et l'historien, M. Gaston Deschênes. Il rend hommage à l'œuvre d'Eugène-Etienne Taché, architecte de l'Assemblée, en évoquant l'histoire du Québec à travers l'hôtel du Parlement, son architecture et sa décoration. La publication, abondamment illustrée, traduit la volonté de l'institution de mettre en valeur le patrimoine du Québec et de diffuser les connaissances en matière d'histoire et de politique.

Un deuxième ouvrage prestigieux a aussi été réalisé en 2008. Rédigé par une équipe chevronnée d'historiens de l'Assemblée nationale. *Québec : quatre siècles d'une capitale* brosse un portrait exhaustif et complet de quatre siècles d'histoire. Fruit d'une recherche longue et fouillée de trois ans, cet ouvrage d'envergure, d'une richesse historique incomparable, se veut une synthèse accessible à tous et un livre de référence pour découvrir l'histoire politique de Québec depuis 1608. Il donne, en fait, une lecture inédite de notre capitale. Ce livre comprend plus de 500 illustrations. Déjà classé *best-seller*, *Québec : quatre siècles d'une capitale* a reçu un accueil enthousiaste des Québécois.

Par ailleurs en l'an 2000, l'Assemblée nationale a publié un ouvrage imposant, *La procédure parlementaire du Québec*. Ce document, mis à jour et édité pour une troisième fois en 2012, porte sur tous les aspects du fonctionnement de l'Assemblée nationale et sur les règles de procédure précises et prédéterminées qui régissent le travail des députés en Chambre. Cet ouvrage est devenu une référence essentielle et incontournable pour tous ceux qui prennent intérêt aux fondements de la procédure parlementaire au Québec et à son application dans le

déroulement des travaux parlementaires. Fréquemment consulté et régulièrement cité à l'Assemblée, c'est également un outil pédagogique hors pair pour le nouvel élu ou le spécialiste qui doit se familiariser avec les rouages de l'institution.

Toujours dans l'optique d'informer et de rapprocher les citoyens de l'Assemblée nationale, quelques dépliants et brochures ont été réalisés pour chacun des publics cibles. Le dépliant *Mémoire de bronze* permet d'en apprendre davantage sur l'architecture, l'ornementation, les statues et l'histoire du parlement. Cet outil d'information fait une brève description de chacune des statues qui se trouvent dans l'environnement de l'hôtel du Parlement. On peut aussi consulter un document sur les présidents qui se sont succédé au fil des législatures et un autre sur les premiers ministres qu'a connus le Québec depuis 1867. On y dresse un bref portrait de tous ces hommes politiques qui ont façonné l'histoire du Québec.

Le document intitulé *L'Assemblée nationale, au cœur de notre démocratie* rappelle, quant à lui, brièvement les deux cents ans d'histoire de l'Assemblée nationale et présente les caractéristiques du parlementarisme québécois. On poursuit le même but avec *L'Assemblée nationale, une institution à connaître*. L'accent y est toutefois mis sur le rôle crucial du député. Cette brochure a été préparée à l'intention des jeunes.

Enfin, les dépliants *Notre démocratie s'exprime ici* et *Bienvenue à l'hôtel du Parlement* sont distribués aux visiteurs de l'Assemblée nationale. Ils servent en quelque sorte de guide pour bien accompagner les citoyens pendant leur visite.

SECTION 4 — LA MISSION EDUCATIVE DE L'ASSEMBLEE : LES CITOYENS D'ABORD

4.1 – Le Service des programmes éducatifs

À l'occasion de son bicentenaire en 1992, l'Assemblée nationale s'est donné une mission éducative. Celle-ci est chapeautée par le Service des programmes éducatifs de la Direction des communications et des programmes éducatifs et par la Fondation Jean-Charles-Bonenfant.

Le Service des programmes éducatifs élabore et réalise des programmes et des contenus de nature éducative destinés à des publics cibles. Il fournit aussi un soutien professionnel et technique lié à l'organisation et à la tenue de simulations parlementaires à l'Assemblée nationale. Le Service a créé, à ce chapitre, un éventail d'activités éducatives visant à stimuler la participation des citoyens, à les éveiller à la démocratie et à la vie parlementaire. Les activités ont pour objet de former des citoyens actifs et avertis, responsables et conscients de leurs droits, mais aussi de leurs obligations et privilèges qu'ils ont de vivre dans une société démocratique. Elles s'adressent principalement aux jeunes de 12 à 17 ans. À ce titre, dans le cadre de sa mission éducative, l'Assemblée nationale tient certaines manifestations de façon régulière, alors que d'autres sont réalisées de façon sporadique.

Complémentaires à l'enseignement en classe, les programmes pédagogiques de l'Assemblée ont permis à près de 15 000 jeunes, au Parlement, et à plus de 35 000 élèves, en classe, d'approfondir, voire de parfaire leurs connaissances des institutions politiques et parlementaires ainsi que de comprendre le rôle fondamental du pouvoir législatif dans le système démocratique.

L'Assemblée nationale fait des exercices de simulation pour enseigner les fondements de la démocratie et du parlementarisme. Elle privilégie le jeu de rôle, car il constitue une méthode d'apprentissage efficace et dynamique. Le Service des programmes éducatifs tient annuellement à l'Assemblée nationale cinq simulations parlementaires et un jeu-questionnaire dont l'objectif poursuivi est d'accroître l'intérêt des jeunes envers les valeurs fondamentales de démocratie, de liberté, d'égalité, de solidarité, de participation et de respect des institutions.

En 1992, à l'occasion des célébrations du Bicentenaire des institutions parlementaires, l'Assemblée a créé sa toute première activité pédagogique : le Tournoi Jeunes démocrates. Ce populaire et captivant jeu-questionnaire porte sur la démocratie, le parlementarisme et l'histoire politique du Québec. Il s'adresse à des jeunes du secondaire et du collégial. Dans le but d'atteindre une plus vaste population étudiante, cinq simulations ont lieu annuellement à l'Assemblée nationale. Ainsi, les jeunes peuvent prendre la parole au Parlement écolier, destiné aux élèves de 6^e année du primaire, au Parlement des jeunes à l'intention des élèves de 3^e et 4^e secondaire et au Forum étudiant qui vise l'effectif scolaire des collèges (cégep). De plus, l'Assemblée nationale collabore avec le Parlement jeunesse et le Parlement étudiant auxquels participent des jeunes de niveaux collégial et universitaire. Au cours de ces cinq simulations parlementaires, les participants de partout au Québec débattent des problèmes qui les préoccupent, font valoir leurs points de vue, trouvent des compromis et y apportent des solutions novatrices. Les jeunes deviennent députés, journalistes, attachés de presse ou fonctionnaires parlementaires. Ils vivent, pendant quelques jours, une expérience concrète de la démocratie.

Par ailleurs, dans une volonté de dialogue, le président et les vice-présidents de l'Assemblée nationale effectuent, depuis 2004, une tournée des établissements d'enseignement secondaire québécois. La présidence de l'Assemblée nationale s'est rendue dans plus de 150 écoles pour rencontrer les élèves et échanger avec eux sur la démocratie et le parlementarisme en général, les fonctions de la présidence et les différents rôles des députés. Toujours dans l'esprit de maintenir le dialogue avec les jeunes, ces visites accordent une grande place à leurs questions. L'Assemblée mise sur cette activité fort appréciée pour développer chez les jeunes le goût de s'engager en faveur de la démocratie. Elle vise à sensibiliser les jeunes à l'importance de participer à la vie démocratique et à présenter l'Assemblée comme lieu de débats et d'expression sur les enjeux qui les touchent quotidiennement.

4.2 - La Fondation Jean-Charles-Bonenfant : partenaire de l'Assemblée

Dans le cadre de sa mission, l'Assemblée nationale peut aussi compter sur un partenaire privilégié. La Fondation Jean-Charles-Bonenfant est un organisme non partisan créé par une loi de l'Assemblée nationale en 1978. Que ce soit par l'entremise d'activités pédagogiques ou de stages, elle apporte une importante contribution au rayonnement de la démocratie et du parlementarisme. Vouée à l'éducation à la démocratie, la Fondation soutient des programmes qui permettent aux bénéficiaires de se familiariser aux rudiments de la vie parlementaire. Avec la Direction de l'éducation à la démocratie parlementaire, la Fondation constitue un élément clé de la mission éducative de l'Assemblée nationale.

Sa mission se traduit d'abord par un programme annuel de stages parlementaires d'une durée de 10 mois pour cinq étudiants universitaires, assortis d'une bourse. Cette expérience unique permet à cinq jeunes d'acquérir un bagage riche et impressionnant tant théorique que

pratique sur les institutions parlementaires, sur le rôle et le travail des députés. Les stagiaires sont jumelés, pendant leur stage, à un député de l'opposition et à un député du parti ministériel, et ce, en alternance. Plus d'une centaine d'étudiants ont bénéficié de ce programme depuis ses débuts.

La Fondation organise en outre des conférences sur la démocratie. Professeurs, anciens ou actuels parlementaires, journalistes collaborent à cet événement année après année. Y sont abordés les thèmes de prédilection du défunt professeur Jean-Charles Bonenfant, soit le parlementarisme, les principes fondamentaux du droit public, le fédéralisme et le partage des compétences. En 2011, la Fondation a collaboré à l'organisation du Colloque sur la démocratie, les députés et les médias. Cette rencontre avait pour objectifs de stimuler la réflexion et d'explorer les liens existant entre la démocratie, les députés et les médias et de proposer des moyens d'améliorer ces interrelations au bénéfice de la démocratie.

Outre ces stages et ces conférences thématiques, deux autres activités d'importance sont organisées par la Fondation Jean-Charles-Bonenfant, fier partenaire de l'Assemblée nationale. Il s'agit des Parlements au primaire et des Parlements au secondaire, auxquels participent plus de 237 écoles secondaires et 267 écoles primaires. Ces établissements scolaires ont implanté, en leur sein, un conseil d'élève sous la forme d'un parlement inspiré des règles de l'Assemblée nationale. À l'image de la vie politique québécoise, chaque parlement peut comprendre un premier ministre, des ministres, un président et des députés, tous élus. Les députés des Parlements au primaire et des Parlements au secondaire débattent de projets de loi en lien avec le fonctionnement de leur école, lesquels sont sanctionnés par un lieutenant-gouverneur, rôle occupé habituellement par le secrétaire général de l'Assemblée nationale ou par l'un de ses adjoints. Ce projet est animé par des objectifs de participation et d'éducation à la démocratie. Il initie les jeunes à la vie parlementaire en les faisant participer à tous les niveaux de décisions qui touchent la vie de leur école. L'appui de la Fondation aux écoles se traduit par un soutien technique, par une formation pratique et par la remise de guides pédagogiques.

4.3 – Les autres activités

D'aucuns ne contestent que les principes de base de la démocratie parlementaire, valeur fondamentale de notre société, sont méconnus. Les activités éducatives visent justement à corriger cette lacune. L'Assemblée nationale a poursuivi ses efforts afin de sensibiliser aux différentes facettes du parlementarisme et d'améliorer la compréhension des enjeux et des difficultés auxquels sont confrontés les systèmes parlementaires et les démocraties contemporaines. C'est dans cet esprit que l'Assemblée nationale et l'Université Laval, située dans la ville de Québec, ont mis sur pied, en 2007, la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires. Déjà, cette chaire constitue un pôle d'excellence universitaire. Elle compte en effet à son actif l'organisation de conférences, de séminaires et de colloques d'envergure internationale de même que la réalisation de plusieurs études menées conjointement avec certains de ses partenaires (Vérificateur général du Québec, Directeur général des élections, Protecteur du citoyen, Commissaire au lobbyisme). La Chaire travaille par ailleurs actuellement, en collaboration avec l'Assemblée nationale française et l'Assemblée nationale du Québec, à l'élaboration d'une formation en ligne, qui, dans une perspective comparée, présentera les caractéristiques institutionnelles de parlements reposant sur des traditions distinctes.

En 2005, l'Assemblée nationale a également signé une entente de partenariat avec

l'Université Laval, qui prévoit la mise sur pied, par la Faculté de droit, de cours sur l'ABC du droit et de la procédure parlementaire. L'objectif poursuivi est de transmettre l'expertise parlementaire, de former une relève mieux informée et consciente des réalités du parlementarisme et susciter, voire stimuler l'intérêt des jeunes. Des projets de recherche et des stages à l'Assemblée nationale pour les étudiants en droit font également partie de cet accord.

L'Assemblée nationale tient également chaque année un forum des Rendez-vous de la démocratie, qui a succédé en 2012 aux Journées du livre politique au Québec instituées en 2003. Par des débats sur des sujets d'actualité, l'Assemblée souhaite favoriser le rapprochement entre la principale institution démocratique du Québec, les citoyens et les gens qui enrichissent et animent la vie politique par leurs analyses et leurs réflexions. Par l'attribution des Prix du livre politique qui se poursuit dans le cadre du forum, elle cherche à stimuler la production d'ouvrages et de recherches universitaires sur la politique québécoise, à promouvoir le livre politique auprès des parlementaires et du grand public et à encourager les auteurs qui écrivent sur des sujets liés à la politique québécoise. À cette occasion, des prix accompagnés de bourses totalisant 14 000 \$ servent à récompenser les auteurs d'ouvrages, de thèses de doctorat et de mémoires de maîtrise.

SECTION 5 — UNE ASSEMBLÉE OUVERTE AUX CITOYENS

Histoire d'aller rencontrer les gens dans leurs régions, l'Assemblée nationale a tenu, à l'extérieur de ses édifices, des manifestations en vue de mieux faire connaître son fonctionnement et son importance. Par le passé, des rencontres en région ont eu lieu et celles-ci ont récolté un vif succès. Néanmoins, l'Assemblée nationale encourage les citoyens à se déplacer et à venir découvrir leur Parlement. À ce sujet, l'Assemblée nationale du Québec est depuis longtemps un des parlements les plus ouverts en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. On peut parcourir l'hôtel du Parlement au cours d'une visite guidée, y déguster un repas au *Parlementaire* aux côtés des députés, assister aux travaux parlementaires, utiliser les services de la Bibliothèque ou encore visiter la Boutique de l'Assemblée nationale.

En tant que « maison du peuple », l'Assemblée nationale ouvre, en effet, ses portes tout au long de l'année et offre des visites commentées gratuites en français et en anglais et, sur réservation, en espagnol, en italien et en langage des signes québécois. Plus de 150 000 personnes franchissent annuellement le seuil de l'institution. En compagnie de guides expérimentés, les visiteurs peuvent ainsi en apprendre davantage sur l'histoire et le fonctionnement de l'Assemblée nationale et par la même occasion découvrir ses splendeurs, son architecture et son ornementation. De plus, la population peut se familiariser avec le rôle du député grâce à l'exposition multimédias *Le Québec, ses députés, ses régions*. Cette réalisation novatrice présente un portrait de 1000 photographies des 17 régions administratives du Québec et permet de visionner des vidéos des députés.

L'Assemblée nationale mise aussi sur un accueil personnalisé et élargi des visiteurs. Dans cet esprit, un centre des visiteurs reçoit les citoyens et les touristes de passage, le tout dans un environnement des plus chaleureux et instructif. Il s'agit de la porte d'entrée pour toutes les activités à l'Assemblée. Ce lieu permet de bonifier de façon notable les services offerts au public. En effet, il intègre plusieurs moyens efficaces pour diffuser l'information : panneaux scriptovisuels, vitrine d'exposition, bornes informatives, espace de visionnement, etc. On mise ici sur l'interaction avec les visiteurs pour capter leur attention.

Nombreuses sont également les expositions thématiques qui ont lieu à l'Assemblée nationale et qui mettent l'accent sur divers aspects d'importance pour la société québécoise. Au nombre de celles-ci, on trouve une exposition grand public intitulée *Je me souviens* réalisée dans le cadre des 125 ans de l'hôtel du Parlement, un événement souligné de différentes façons tout au long de l'année 2011. Une autre a aussi porté sur le temps, un élément essentiel au fonctionnement de l'Assemblée. Par l'entremise de la collection patrimoniale d'horloges du Parlement, il a été possible de transmettre aux visiteurs différentes notions sur le fonctionnement de l'institution. Une visite de l'horloge de la tour centrale de l'édifice complétait la présentation.

Enfin, pour commémorer le 350^e anniversaire de la création du Conseil souverain, établi à Québec le 18 septembre 1663, une exposition sera réalisée en 2013 à l'hôtel du Parlement. Celle-ci brossera un portrait de l'histoire politique de la Nouvelle-France. Déployée dans la galerie des présidents, le hall du parquet et le hall des tribunes, l'exposition *Gouverner en Nouvelle-France* fera connaître l'histoire des institutions politiques du Régime français. Des liens étroits seront également tissés entre l'architecture de l'hôtel du Parlement et l'histoire de l'Amérique française. Des documents d'archives et des objets patrimoniaux des collections de l'Assemblée nationale seront mis en valeur. S'ajouteront des pièces uniques provenant d'autres collections muséales.

Par ailleurs, bien qu'accessible à tous les visiteurs la semaine, le restaurant *Le Parlementaire* ouvre régulièrement ses portes pour des brunchs thématiques liés à l'hiver et à l'été. Enfin, une journée portes ouvertes se déroule chaque année à l'occasion de la fête nationale le 24 juin. Les visiteurs peuvent en profiter pour admirer l'hôtel du Parlement considéré comme un des joyaux du patrimoine québécois et classé monument historique national depuis 1984. Ils ont accès à des lieux normalement inaccessibles au public.

SECTION 6 — LE RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE: SYNTHESE ET BILAN

Animée par un souci de transparence, l'Assemblée nationale rend compte annuellement de sa gestion en publiant un rapport annuel d'activité faisant état de ses travaux et de ses activités. Cette publication est le fruit d'une collaboration de toutes les unités administratives de l'Assemblée nationale. Elle permet d'apprécier les réalisations des députés et des employés de l'institution sur les plans parlementaire, institutionnel et administratif. Lui-même destiné à faire connaître la mission de l'Assemblée nationale, ce rapport représente un témoignage éloquent des initiatives et du travail accomplis par le Parlement et constitue la mémoire des principaux événements qui ont jalonné l'exercice financier de l'Assemblée nationale.

Puisqu'il est susceptible d'atteindre un large public, il est rédigé dans un langage simple et accessible à tous. En effet, les citoyens désireux de comprendre le travail de leurs élus y trouvent une foule d'informations. C'est également une occasion pour eux de mieux comprendre l'usage des fonds publics consacrés à l'Assemblée nationale. La publication de ce rapport s'inscrit aussi dans une démarche entreprise par l'Assemblée en vue de permettre à l'ensemble des employés d'approfondir leurs connaissances de l'institution à laquelle ils se consacrent quotidiennement et, par le fait même, de cultiver leur esprit d'appartenance.

Au chapitre des communications, l'Assemblée nationale est aujourd'hui une des assemblées parlementaires qui se classe parmi les parlements les plus modernes et son offre de

services aux citoyens ne cesse de s'améliorer. Son approche de communication est influencée d'ailleurs par les expériences et le dynamisme des autres parlements dans le monde. Elle espère néanmoins inspirer à son tour d'autres assemblées qui, comme elle, sont désireuses de se rapprocher de leurs citoyens et de promouvoir leurs activités. À l'Assemblée nationale du Québec, la communication est au cœur de l'action.